

**M. Thompson:** Je serai très heureux de le faire, monsieur l'Orateur. Le député répondrait-il à ma question?

**M. MacInnis:** Oui.

**M. Thompson:** L'adoption de la motion de censure à laquelle le député fait allusion se serait-elle soldée par une pension de \$100 par mois aux vieillards pensionnés?

**M. MacInnis:** Sans aucun doute. Je signale au député et aux libéraux qui se sont excusés à cet égard que s'ils avaient fait part de leur intention à leur whip, celui-ci aurait su à quoi s'attendre de la mise aux voix et le gouvernement aurait accepté l'amendement et ainsi n'aurait pas été défait. Le député de Red-Deer ferait mieux de retourner en Ouganda ou à l'endroit où il passe la plus forte partie de son temps, plutôt que de voter ici contre un amendement qui aurait assuré \$100 par mois à nos pensionnés. Il devrait lire son discours au hansard. Il a voté contre l'amendement pour ensuite prendre la parole et se dire en faveur d'une pension de la vieillesse de \$100 par mois.

**M. Thompson:** J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. . .

**M. MacInnis:** Je voudrais demander au ministre. . .

**M. l'Orateur suppléant (M. Rinfret):** A l'ordre. Le député de Red-Deer invoque le Règlement.

**M. Thompson:** J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Je prie le député qui parle actuellement de ne pas s'écarter au moins de la vérité, de cesser ses insinuations personnelles et de répondre à ma question.

**M. MacInnis:** Monsieur l'Orateur, je prends note du fait que le député m'a demandé de m'en tenir aux faits et je me propose de poser demain la question de privilège à la Chambre et de citer les paroles du député, inscrites au compte rendu. Il s'est déclaré et a voté contre l'amendement. Il a été le premier à prendre la parole à la suite du vote sur l'amendement et il a dit, à ce moment-là, qu'il était personnellement en faveur d'une pension de \$100 par mois pour nos vieillards.

**M. Thompson:** C'est exact; il est en faveur de cela.

[M. MacInnis.]

**M. MacInnis:** Vous n'avez pas voté pour, mais contre.

**M. Thompson:** Vous ne connaissez pas le vote.

**M. MacInnis:** Encore une fois, monsieur l'Orateur, pour la gouverne du député de Brantford ou de qui que ce soit de ce côté-là de la Chambre, je signale que s'ils avaient fait connaître leur attitude au chef de file de ce parti-là, ce dernier aurait su à quoi s'en tenir sur le vote à venir. Il n'y aurait pas eu de vote de défiance et le gouvernement n'aurait pas été défait. Ces gens ne peuvent invoquer d'excuses sous aucun autre prétexte. Ils savent qu'on les a toujours déjoués depuis. On a accusé le représentant de Brantford de faire preuve de stupidité ou de malhonnêteté dans sa façon de procéder. Le ministre a dit ceci, qui figure à la page 10707 du hansard:

• (10.30 p.m.)

Je compte bien que les membres de la Chambre résisteront à la tentation de faire servir cet aspect de la proposition à des fins politiques, qu'on ne tentera pas intentionnellement ou par inadvertance de diffuser le spectre de l'évaluation des ressources parmi nos vieillards.

Je vais maintenant tourner à la page 10746 du hansard où le député de Brantford a, selon le compte rendu officiel, déclaré ce qui suit: «A mon avis il y a une évaluation financière.» Plus loin au bas de la page il dit: «Par conséquent, monsieur le président, nous faisons face à une évaluation des ressources.» Je parle de ceux qui appuient le gouvernement libéral de ce côté-là de la Chambre et qui ont contredit leur propre ministre. Ils ont affirmé que le projet de loi sur la sécurité de la vieillesse, dont nous sommes présentement saisis, comportait une évaluation des ressources.

Pourquoi ai-je dit au député de Brantford qu'il était ou stupide ou malhonnête? Je répète simplement les paroles de son ministre relativement à quiconque prétend que ce programme renferme une évaluation des ressources. Elles figurent à la page 10894 du hansard. Le ministre a donc dit: «Quiconque—et j'imagine que le député de Brantford est aussi visé—ne fait pas de distinction entre l'évaluation des ressources et les normes énoncées dans ce programme est stupide ou malhonnête.» Si le député de Brantford peut